



COLLEGE DE REGULATION

DECISION N° <sup>000012</sup> ARSE/CR/2025

Du 15 SEPT 2025

Portant avis sur le dossier de demande d'Autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 3<sup>ème</sup> classe dénommé **Station-Service Bazagor** dans la Commune Rurale de **Kiota**.

**LE COLLEGE DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ENERGIE,**

- Vu la Charte de la Refondation promulguée le 26 mars 2025 ;
- Vu la Proclamation du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie en date du 28 juillet 2023 ;
- Vu l'ordonnance n° 2023-01 du 28 juillet 2023, portant suspension de la Constitution du 25 novembre 2010 et créant le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) ;
- Vu l'ordonnance n°2023-02 du 28 juillet 2023, portant organisation des pouvoirs publics pendant la Période de transition ;
- Vu la loi n°66-033 du 24 mai 1966, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes modifiée et complétée par les ordonnances n° 076-21/PCMS du 31 juillet 1976 et n° 045/PCMS du 27 décembre 1979, et leurs textes d'application subséquents ;
- Vu la loi n° 98- 56 du 29 Décembre 1998, portant loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement et ses textes d'application ;
- Vu la loi n°2015-58 du 02 décembre 2015, portant création, missions, organisation et fonctionnement d'une Autorité Administrative Indépendante dénommée « Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) » modifiée et complétée par la loi n° 2020-060 du 25 novembre 2020 ;
- Vu le décret n°2019-539/PRN/PM du 20 septembre 2019, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) ;
- Vu le décret n°2021-159/PRN/PM du 05 mars 2021, portant attributions, organisation et fonctionnement des Services de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) ;
- Vu le décret n°2022-019/PRN/PM du 06 janvier 2022, portant nomination des Directeurs de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie au Cabinet du Premier Ministre ;
- Vu l'arrêté conjoint n°0024/MM/MPe/SG/DL du 11 Janvier 2025, fixant les distances minimales relatives à l'implantation des dépôts d'hydrocarbures rangés dans la 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes ;
- Vu le Procès-Verbal de Prestation de Serment du Directeur Général de l'ARSE N°015/G/CA/NY en date du 28 octobre 2019 ;
- Vu le Procès-Verbal de Prestation de Serment des Trois Directeurs de l'ARSE N°006/G/CA/NY en date du 11 février 2022 ;

Vu le Bordereau d'envoi n°000059/SG/DGH/DRDH du 17 juillet 2025, pour avis de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE), d'un dossier de demande d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures dans la Commune Rurale de Kiota, Département de Boboye, Région de Dosso.

Après en avoir délibéré le 10 septembre 2025,

### **DECIDE :**

**Article premier :** L'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie « ARSE » fonde la présente décision sur les dispositions de l'article 4 (nouveau) de la loi n°2020-060 du 25 novembre 2020 modifiant et complétant la loi n°2015-58 du 02 décembre 2015, portant création, missions, organisation et fonctionnement d'une Autorité Administrative Indépendante dénommée « **Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE)** » qui dispose : « *les dossiers de demandes de licences, des autorisations et des agréments constitués conformément à la réglementation en vigueur sont déposés contre récépissé auprès des Ministères en charge de l'électricité et du Pétrole qui les soumettent à l'avis préalable de l'ARSE* ».

**Article 2 :** Après la visite de terrain réalisée par l'ARSE le 20 août 2025 et l'examen des documents joints au Bordereau d'envoi sur le projet d'implantation et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 3<sup>ème</sup> classe dénommé **Station-Service Bazagor** dans la Commune Rurale de **Kiota**, Département de Boboye (Région de Dosso), les constats ci-après sont faits :

### **SUR LA PROCEDURE :**

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°66-033 relative aux établissements dangereux, insalubres et incommode qui stipule que « *Les établissements rangés dans la 3<sup>ème</sup> classe doivent faire l'objet, avant leur ouverture, d'une déclaration écrite adressée à l'autorité administrative* » :

- Monsieur MOCTAR Lamine a saisi le Ministère de pétrole aux fins d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une station-service correspondant à un dépôt d'hydrocarbures de 3<sup>ème</sup> classe, *toutefois la demande d'autorisation n'est pas jointe au dossier présenté.*
- Comme le requiert la procédure de délivrance de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un tel dépôt d'hydrocarbures une visite de terrain a été réalisée le 27 juin 2023, et un rapport y afférent a été établi.

### **SUR LE FOND DU DOSSIER :**

L'examen sur le fond du dossier, a permis de relever les observations suivantes :

- I. **Sur la conformité du dossier** relativement à la constitution du dossier conformément au décret n°76-129/PCMS/MMH du 31 juillet 1976 portant modalités d'application de la loi n°66-033 du 24 mai 1966 relative aux établissements Dangereux, Insalubres ou Incommodes (EDII) :

- *La demande qui devait être adressée au Ministre du Pétrole ne figure pas dans le dossier.*

**II. Sur la conformité technique relativement à l'arrêté n°014/MMH/MDR/MI/MTP/T/U/MCECI du 1er novembre 1976** édictant les prescriptions générales auxquelles doivent être soumis les établissements dangereux insalubres ou incommodes rangés dans la 3ème classe :

**A. PRESCRIPTIONS SPECIALES AUX ETABLISSEMENTS PRESENTANT DES DANGERS D'EXPLOSION OU D'INCENDIE :**

**Article 18 :** « Les locaux dans lesquels sont stockées ou manipulées les matières présentant des dangers d'explosion ou d'incendie doivent être placés à **dix mètres (10m)** au moins de toute maison habitée ou de tous bâtiments fréquentés par le public.

Si exceptionnellement, ils se trouvent à une distance inférieure à dix mètres de cette maison ou de ces bâtiments, ils doivent en être séparés par un mur solide en maçonnerie dont la hauteur sera au moins égale à celle de la construction la plus élevée (dépôt ou bâtiments à protéger).

En aucun cas ces dépôts ne doivent être accolés à des dépôts de liquide présentant des dangers d'incendie et portés sur la nomenclature des établissements classés ».

*L'examen du dossier soumis révèle que le promoteur n'a pas pris en compte les exigences énoncées aux trois paragraphes de l'article 18.*

**Article 20 :** « Lorsque les matières dangereuses sont susceptibles d'émettre des vapeurs à température ambiante, les locaux devront être largement ventilé ».

Si le local est éclairé à l'électricité, les canalisations et l'appareillage électrique devront être antidéflagrants : *Cette obligation n'a pas été prise en compte par le promoteur dans le dossier soumis.*

**B. DEPOTS LIQUIDES :**

- Le promoteur déclare se conformer aux normes énoncées par l'arrêté n°014/MMH/MDR/MI/MTP/T/U/MCECI du 1er novembre 1976, portant prescriptions générales applicables aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes classés dans la 3<sup>e</sup> catégorie.

**III. Sur la conformité du site du point de vue de son implantation relativement à :**

- La loi n°066-33 du 24 mai 1966 sur les Etablissements Dangereux, Insalubres ou Incommodes (EDII) en ses articles 2 et 3 qui disposent respectivement : « ces établissements sont divisés en 3 classes suivant les dangers ou gravité des inconvénients inhérents à leur exploitation. », « la 1<sup>ère</sup> classe comprend les établissements qui doivent être éloignés des habitations. La 2<sup>ème</sup> classe comprend ceux dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire mais dont l'exploitation ne peut être autorisée qu'à la condition que des mesures soient prises pour prévenir les dangers ou inconvénients fixés à l'article 1er. Dans

*Handwritten signature and date: 18/04*

la 3ème classe sont placés les établissements qui ne présentent pas d'inconvénients graves ni pour le voisinage ni pour la sécurité publique, sont soumis à des prescriptions générales édictées dans l'intérêt du voisinage ou de la santé publique pour tous les établissements similaires ».

- **L'arrêté n°014/MMH/MDR/MI/MTP/T/U/MCECI du 1<sup>er</sup> novembre 1976, portant prescriptions générales applicables aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes rangés dans la 3<sup>e</sup> classe en ses articles :**
  - **Article 18 :** « les locaux dans lesquels sont stockées ou manipulées les matières présentant des dangers d'explosion ou d'incendie doivent être placés à **dix mètres (10m)** au moins de toute maison habitée ou de tous bâtiments fréquentés par le public ;
  - **Article 25 :** un dépôt souterrain installé en bordure d'une propriété devra présenter une distance minimum de **deux mètres (2m)** entre la paroi du réservoir et la limite de propriété.
  - **Article 37 :** les réservoirs seront à plus de **six mètres (6m)** de locaux habités ou occupés, appartenant ou loués à des tiers. De plus une zone d'isolement entièrement libre sera constituée autour des réservoirs jusqu'à une distance minimum de 2m de leurs parois

**Les constats faits suite à la visite du site sont les suivants :**

Le site retenu pour l'implantation de la **station-service** est situé dans la **commune rurale de Kiota**.

La parcelle est couverte par une **attestation de vente n° 03/CR/KA/2023**, délivrée par le **Chef de village de Kiota, M. Oumarou**.

Il s'agit d'une **unité foncière non lotie**, d'une superficie cadastrale de **625 m<sup>2</sup> (25 m × 25 m)**, destinée à accueillir un **établissement classé de 3<sup>e</sup> catégorie**.

Les coordonnées géographiques sont :

- **Latitude :** 13°17,08916' N
- **Longitude :** 2°57,32419' E

Une analyse de la configuration spatiale et des interactions du voisinage du site a été effectuée. Les résultats se présentent comme suit :

- **Côté Nord (façade principale) :** le site est en **vis-à-vis de la route bitumée RB 301**, localisée à **14 m** du front bâti et à **27 m** du **centroïde** de la parcelle ;
- **Côté Est :** présence d'un **espace agricole aménagé**, subdivisé en **23 parcelles de 600 m<sup>2</sup> chacune** ;
- **Côté Sud :** proximité directe avec une **habitation résidentielle**, distante de **22 m** de l'**emplacement prévu pour les cuves de stockage** ;
- **Côté Ouest :** contiguïté avec une **boutique spécialisée en matériaux de BTP**.

L'analyse de proximité par rapport aux équipements et infrastructures sensibles dans l'environnement immédiat révèle ce qui suit :

- Pas d'établissements scolaires ;
- Pas de marché ;
- Pas de centre de santé ;
- Pas de lieux de culte ;
- Pas de caserne militaire.

**Article 3 :** Le Collège de Régulation invite le promoteur à veiller :

- **Au respect strict du plan de masse** élaboré et annexé au dossier de demande d'autorisation, notamment lors de la phase de construction et d'implantation des installations ;
- **Au maintien d'une distance minimale de dix (10) mètres** entre l'habitation en cours de construction et les réservoirs ainsi que les pompes à carburant ;
- **A l'élévation du mur de clôture du côté sud** à une hauteur équivalente à celle de l'habitation résidentielle, afin de garantir une protection adéquate.

**Article 4 :** Sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessus énoncées, le Collège de Régulation émet *un avis favorable* à la demande d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 3<sup>ème</sup> classe dénommé **Station-Service Bazagor** dans la commune rurale de **Kiota**, Département de Boboye (Région de Dosso), sur le site indiqué dans le dossier.

**Article 5 :** Le présent avis sera notifié au Ministre du Pétrole et publié au Bulletin Officiel et sur le site Web de l'ARSE.


**Ont signé :**

**M. Ibrahim NOMAO**  
Président du Collège de Régulation



  
**M. Saidou ABDOULKARIM**  
Membre du Collège de Régulation

  
**Mme ISSA KARIMOU Aïssata Billa**  
Membre du Collège de Régulation

  
**M. Mahamadou ILLIASSOU**  
Membre du Collège de Régulation